

Corrigé exercice 12.01 : Cas Regimdi

Cet exercice permet de faire le point sur les différents régimes d'imposition applicables.

Rappel :

Seuils de chiffre d'affaires 2017 à retenir en fonction de l'activité exercée		Régime applicable et options possibles
Ventes de marchandises à emporter ou à consommer sur place ; fourniture de logement	Autres activités commerciales (prestations de services)	BIC
Recettes supérieures à 789 000 €	ou à 238 000 €	Réel normal
Recettes comprises entre 170 000 € et 789 000 €	et/ou entre 70 000 € et 238 000 €	Régime simplifié ¹ et avec option possible pour le réel normal

Pour l'établissement industriel: il s'agit d'une activité BIC (ventes de marchandises) ; régime du réel normal car le CAHT est supérieur à 789 000 € ; le bénéfice réel est de : 1 500 000 - 940 000 = 560 000 € ; la tenue d'une comptabilité complète est obligatoire, et l'entreprise doit souscrire et télédéclarer une liasse fiscale correspondant au réel normal.

Il n'existe pas d'option possible pour un autre régime. Si l'entreprise est imposée à l'IR catégorie des BIC, le résultat de 560 000 € est reporté sur la déclaration n° 2042 du chef d'entreprise. A titre d'information, s'il est célibataire, il paiera en 2018 232 154 € d'IR.

- **Pour la discothèque :** catégorie BIC et régime des ventes et des prestations de services (mixte) ; en effet, la discothèque vend des boissons et propose à ses clients des prestations de services (danse).

Pour relever du régime simplifié, cette entreprise doit respecter une double limite de chiffres d'affaires, fixée à 789 000 € pour le montant global de ses opérations et 238 000 € HT pour la part se rapportant aux prestations de services.

Le régime du réel simplifié est applicable de plein droit puisque le chiffre d'affaires excède 70 000 € HT mais est inférieur à 238 000 € ; l'entreprise doit tenir une comptabilité simplifiée (liasse fiscale simplifiée) ; Elle peut formuler une option pour le régime réel normal.

Si l'entreprise est imposée à l'IR catégorie des BIC, le résultat de 60 000 € est reporté sur la déclaration n° 2042 du chef d'entreprise.

- **Pour le négociant en fruits et légumes:** il s'agit d'une activité BIC de ventes de marchandises ; le régime de droit est celui du micro-BIC, car le chiffre d'affaires est inférieur à 170 000 €. L'épicier devra tenir un journal de recettes et de dépenses, et il inscrira son chiffre d'affaires HT (70 000 €)

¹ Le chiffre d'affaires à retenir est celui de 2017. Dès le dépassement de la limite majorée en 2018, le régime simplifié est applicable de plein droit.

directement sur sa déclaration n° 2042. Son bénéfice forfaitaire est égal à $70\,000 \times 29\% = 20\,300 \text{ €}$ (après abattement de 71%).

Cet épicier peut opter pour le régime du réel simplifié ou du réel normal. Son bénéfice imposable réel serait alors de $70\,000 - 50\,000 = 20\,000 \text{ €}$, s'il adhère à un CGA ; sinon, son bénéfice imposable serait de $25\,000 \text{ €}$ (+ 25%). De plus, il devra tenir une comptabilité réelle simplifiée.

-Pour la société : il s'agit d'une activité BIC (ventes de marchandises). Le régime du réel normal est applicable car le chiffre d'affaires HT est supérieur à $789\,000 \text{ €}$; le bénéfice réel est de $350 \text{ M€} - 300 \text{ M€} = 150 \text{ M€}$. La tenue d'une comptabilité complète est obligatoire, et l'entreprise doit souscrire une liasse fiscale correspondant au réel normal.

Relèvent de la direction des grandes entreprises (DGE) les personnes physiques ou morales ou groupements de personnes de droit ou de fait dont, à la clôture de l'exercice, le chiffre d'affaires hors taxe ou le total de l'actif brut du bilan est supérieur ou égal à 400 millions d'euros.